



**FEDERAȚIA SINDICATELOR LUCRĂTORILOR  
DIN CERCETARE PROIECTARE DIN ROMÂNIA**

**UNION'S FEDERATION OF RESEARCH & DEVELOPMENT  
EMPLOYEES - ROMANIA**

**FEDERATION DES SYNDICATS DE EMPLOYES  
EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE ROUMANIE**

Șos. Otteniței 35 - 37, corp A, etaj 6, sector 4, 041293, Bucharest, Romania

TEL/FAX: 004 021.312.54.13, P.O.BOX: 35-136

MOBILE : +40 -720-111 243, +40- 744-554 583

<http://www.fslcpr.ro>

*Affilié a C.S.D.R., UNI et EUROCADRES*

**Point de vue de la FSLCPR sur la**

**Déclaration de la présidence roumaine concernant le projet d'ordonnance  
gouvernementale sur la recherche-développement-innovation et sur les déclarations du  
président roumain, Klaus Werner IOHANNIS , sur le projet de loi visant à valider  
l'OG 41/2015**

Monsieur le Président Klaus Werner Iohannis , nous avons découvert avec surprise votre position concernant les actes normatifs susmentionnés, après avoir ignoré les signaux envoyés par la fédération lors des actions développées à Cotroceni. et / ou au ministère de l'éducation, de la recherche, de la jeunesse et des sports (comme il a été nommé jusqu'en 2017). Il est vrai que de telles actions n'ont pas été organisées via les réseaux sociaux et que nous n'en avons pas fait appel pour vous les soumettre, mais nous étions conformes aux dispositions légales et nous avons essayé de les faire connaître par le biais des médias. Nous avons bénéficié d'un "embargo total sur l'information", confirmé comme imposé "par le haut" par les collègues des médias. Ce n'est pas surprenant, et l'explication est évidente étant donné que vous, Monsieur le Président, avez préféré comme interlocuteur M. Adrian Curaj - académicien dans la "science de la sécurité nationale", ministre, complice Ad Astra (voir la réunion de coordination à Timișoara ) et beaucoup plus .

Au lieu d'être consultés en tant que partenaires sociaux dans le domaine de la RDI , avec l'avis des représentants du ministère sur le projet de loi pour l'approbation du projet OG41/2015, projet voté à la Chambre des députés, il a été demandé basé sur des déclarations montrant de graves lacunes dans la connaissance de la législation spécifique pour le domaine. Il s'agit d'une grave confusion concernant les attributions des instituts nationaux de recherche-développement, qui ont été mis en place avec l'aide des experts d'Oxford dans un programme Phare de réorganisation du domaine des RDI et des universités par les la recherche scientifique ", la base normative de celle-ci résidant dans le carnet 13 de M. Andrei Marga . L'explication de sa création était qu'il y avait à « utiliser » les fonds non remboursables accordés par la Banque mondiale pour la « recherche académique », par M. A. Marga de Mme Ecaterina Andronescu et la clientèle des autres. Comme je l'ai signalé à maintes reprises, l'ex-nomenclature s'est elle-même réorganisée, trouvant le climat favorable, elle est donc apparue comme une structure, initialement avec un financement européen, pour l'enseignement supérieur qui s'est rapidement transformé en une structure "influente" des fonds de RDI à la clientèle universitaire (fondateurs M. Giosan , Răzvan Florian etc. ), Structure appelée Ad Astra. Ad Astra devint la réserve du personnel pour des postes importants (voir Daniel Funeriu , Dragoș Ciuparu ... etc), ainsi que pour les personnes infiltrés dans l'administration publique centrale (A ICăbuz, Răzvan Florian etc), un deuxième

maintenant , nous les trouvons dans la présidence, d' autant qu'ils bénéficient d' un soutien Alma Mater (Anton Hadar - omniprésent et syndicaliste omnipotent et autres de son genre ) , mais il y a aussi d'autres personnes sous couverture et / ou plus ou moins sous couverture, envoyées à l'étranger pour perdre leurs traces et avoir les CV appropriés, spécialisés dans la manipulation par les médias sociaux .

Il y a des déclarations surprenantes sur la suppression des conquêtes acquises à ce jour et le retour à 1990, ce qui serait une grande victoire en dépit de la diminution drastique du nombre de chercheurs (en 1989, il y avait 60.000 chercheurs certifiés, contre moins de 10000, malgré toutes les « statistiques embellis en 2018), d carneau à tous les changements dans la législation imposée par les gouvernements successifs et particulièrement nuisibles pour le domaine survenu entre 2010 et 2017. Il est prévu de revenir à l'humiliation inexcusable des chercheurs et du personnel de RDI par les dispositions de la loi 1/2011 et du OG 6/2011. La loi d'approbation du OG 6/2011 a été promue par vous sur un document grossièrement falsifié par le Parlement, totalement différent de ce qui a été voté par la Commission de spécialisation de la Chambre des députés, qui s'appuyait sur un document convenu entre les partenaires sociaux et le ministère.

C'est une pratique déjà connue au niveau gouvernemental, et maintenant même au niveau de la présidence 1, que les documents qui ne sont pas acceptés par Ad Astra sont oubliés dans certains tiroirs fermés ou "arrangés" de manière appropriée. Une évaluation "particulière" de vos conseillers peut être remarquée car ils ne remarquent pas les différences majeures entre le document pour l'approbation de la OG 6/2011 et celui pour l'approbation du OG 41/2015, qui n'était pas "fixe ". Vous continuez d'insulter l'activité RDI, qui doit être "certifiée" (tout comme les races porcines et / ou certains produits agroalimentaires domestiques), terme introduit par OG 6/2011, afin de faire la différence entre les universités (accrédités) et les instituts nationaux de recherche et de développement (qui ne seront plus accrédités, car ils seront certifiés).

L'absence de dialogue bi- et tripartite, qui est considéré comme particulièrement grave même par l'UE, a été explicitement inscrite dans les recommandations par pays, comme en témoigne parfaitement la position adoptée à l'égard du projet d'OG sur l'activité de RDI. Il est ainsi expliqué la poursuite des attaques sur la nécessité « d'impliquer les universités, les académies de terrain - les nouvelles administrations du parti pour la nomenclature communiste sécurité qui assurent des revenus substantiels pour eux et leurs héritiers, pour la société civile - ce qui signifie Ad Astra " , Dans le processus d'adoption des politiques et de prise de décision dans un domaine clairement spécifié dans la stratégie nationale de sécurité comme étant une vulnérabilité pour la Roumanie. Il est normal cependant que les Instituts Nationaux de Recherche-Développement doivent rédiger la stratégie sur le terrain, valider les importations stratégiques pour l'économie nationale et assurer sa compétitivité, sans bénéficier d'un financement budgétaire (contrairement aux universités, l'Académie Roumaine fait). Les fonds provenant du budget sont autorisés pour certains programmes d'intérêt national / européen / international et leur accès est effectué uniquement sur la base de concours de projets.

En outre, nous constatons une amnésie sur la réglementation européenne et une autre infraction pour les chercheurs et le personnel de recherche chargés d'établir les politiques sur le terrain, conformément à la Charte européenne du chercheur et au Code de conduite des chercheurs, une garde des universitaires. L'attaque de l'administration présidentielle vise également les attributions d'un organe spécialisé de l'administration centrale - le ministère de la Recherche et de l'Innovation qui ne peut rien décider sans consulter les universités, les

académies dans le domaine, y compris les structures consultatives du RDI, qui devrait comprendre, outre les chercheurs, le personnel académique national et étranger, non des experts en économie. Nous ne connaissons pas les dispositions constitutionnelles qui autoriseraient le président à s'impliquer et à imposer de telles mesures, alors qu'il n'y a qu'un article dans la Constitution sur la recherche scientifique et technologique nationale, au titre IV - Économie, à savoir l'art. 135 (2c), qui a été violé par tous les membres du gouvernement, mais dont le respect est une préoccupation pour la présidence.

Nous reconnaissons le moyen de justification typique des médias sociaux (environnement de communication préféré pour M. le Président), en réclamant l'intervention de l'intervention des «représentants des chercheurs et des universitaires» - que nous soupçonnons de faire ou d'être à propos d'Ad Astra et leurs complices 81 membres. En effet, il est intéressant de voir la perception de l'administration présidentielle sur la représentativité, à qui ils peuvent se rencontrer et à qui répondre, d'autant plus que la représentativité de la fédération, dans leurs actions conformément à la loi, n'a reçu aucune réponse à leurs réclamations. Il est possible d'être dû au fait que les représentants de la fédération n'appartenaient pas au statut social et professionnel cadre de l'administration présidentielle pour qu'ils puissent être reçus par le président (ils ne sont pas membres d'une académie de terrain, pas même L'Académie des sciences de la sécurité nationale, au contraire, sont les héritiers d'anciens détenus politiques et n'ont signé aucun engagement avec la Sécurité à ce moment-là.

Afin de régler quelques points de repère pour vous et vos conseillers, je mentionne que la recherche scientifique, le développement technologique est un domaine d'activité de l'économie nationale - code 72, NACE 2018, donc un domaine d'activité indépendant, et les chercheurs dans ce domaine se trouvent dans la classification des occupations roumaines, sous-groupe 2 (21) et sous-groupe 3, donc totalement indépendants de toute autre activité. Sur le plan international, l'activité RD est clairement réglementée par le Manuel de Frascati, revu en 2015 et reconnu par l'OCDE et l'UE, tandis que le statut des chercheurs est soumis à la Charte européenne du chercheur et au Code de conduite du chercheur.

Nous exprimons notre disponibilité pour une rencontre avec vous, quel que soit le jour et l'heure et nous pensons que les actions en cours, y compris la rectification négative du budget Recherche scientifique - Développement technologique - Innovation, sont à l'avantage de certains groupes le démantèlement du ministère de la Recherche et de l'Innovation, en étant des actions de sabotage dans le domaine de la recherche scientifique - développement technologique - innovation et en totale opposition avec la stratégie européenne, et aussi l'économie nationale et la sécurité roumaine .

08.08.2018

Radu MINEA  
Président de FSLCPR  
Vice-président d'Eurocadres  
Membre du conseil d'administration du CES, au nom du CSDR